

Accord collectif

**ARTISANAT
(DEUX-SÈVRES)**

**PROTOCOLE D'ACCORD DU 9 NOVEMBRE 2006
RELATIF À LA CRÉATION D'UNE COMMISSION PARITAIRE
D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL
NOR : ASET0651255M**

Entre :

L'union professionnelle artisanale des Deux-Sèvres,

D'une part, et

La confédération générale du travail des Deux-Sèvres ;

La confédération française démocratique du travail des Deux-Sèvres ;

La confédération générale du travail Force ouvrière des Deux-Sèvres ;

La confédération française des travailleurs chrétiens des Deux-Sèvres,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La santé au travail était un élément important des salariés et artisans dans les TPE. Les partenaires sociaux ont décidé de mettre en œuvre, dans le cadre du dialogue social, une CPHSCT.

Le présent accord constitue à la mise en place d'un CPHSCT (commission paritaire d'hygiène, sécurité et conditions de travail) dans l'artisanat des Deux-Sèvres.

Le présent accord vise à promouvoir la formation à la sécurité et contribuer à l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité dans les entreprises visées par le dispositif.

Champ d'application

Le présent dispositif est ouvert aux entreprises artisanales adhérentes à l'union professionnelle artisanale des Deux-Sèvres (CAPEB, CNAMS, CGAD) employant au moins 1 salarié quel que soit son contrat de travail et n'ayant pas de CHSCT. Il est à noter qu'en aucun cas ce dispositif ne vient se substituer aux CHSCT déjà existants dans les entreprises.

Composition de la CPHSCT

Elle est composée de 8 membres au maximum (4 membres représentant les employeurs et 4 membres représentant les salariés).

Quatre représentants salariés titulaires et 4 suppléants :

- travaillant dans les branches présentes dans le département et issus d'entreprises artisanales ;
- représentant l'une des 4 organisations syndicales (CFDT, CGT, FO, CFTC) à raison d'un représentant désigné par organisation syndicale au niveau départemental ;
- salariés d'entreprises ne disposant pas de CHSCT ;
- 4 suppléants pour le collège salarié remplissant les mêmes conditions que les titulaires.

Quatre représentants employeurs titulaires et 4 suppléants :

- représentants des entreprises artisanales en 79 ;
- représentant l'une des organisations suivantes : CAPEB, CNAMS, CGAD ;
- 4 suppléants pour le collège employeurs remplissant les mêmes conditions que les titulaires.

Les membres qui ont une voix consultative sont :

- DDTEFP ;
- CRAM ;
- médecine du travail ;
- inspection du travail.

La présidence et le secrétariat

Le président est élu alternativement entre le « collège employeurs » et le « collège salariés ». La présidence et le secrétariat sont tenus par l'un et par l'autre des 2 collèges présents à la commission et ne peuvent être issus du même collège.

Au cas où le titulaire d'un de ces postes cesse de faire partie de la CPHSCT au cours de son mandat, ou souhaite être déchargé de ses fonctions, il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes et pour la durée du mandat restant à courir.

Pour assurer le secrétariat administratif il est fait appel au secrétariat de l'association de gestion de la commission paritaire interprofessionnelle artisanale, l'APIA 79.

Fonctionnement

Les règles suivantes de fonctionnement ont été définies :

- la commission se réunit 1 fois par trimestre au minimum ;
- la liste des membres de la CPHSCT désignés sera transmise à l'inspection du travail ;
- les frais de déplacement et les temps de réunion, pris en charge par l'APIA 79, suivent les règles définies ci-dessous :
 - frais de déplacement : tarif en vigueur à l'APIA 79 ;
 - temps de réunion : remboursés à l'employeur sur justificatif fourni à l'APIA 79.

Les moyens

Formation à la sécurité

Les missions attribuées aux membres de la commission impliquent qu'une formation dans le domaine de la santé et la sécurité au travail leur soit assurée. Les conditions de réalisation de cette formation pourront être prévues par le règlement extérieur. Il pourra être fait appel aux compétences des services de l'inspection du travail, ou aux centres rattachés aux organisations syndicales prévus à l'article L. 451-1 du code du travail. Le temps passé à cette formation sera considéré comme temps passé en réunion et rémunéré comme temps de travail.

Protection des membres salariés

L'article L. 231-2-1 du code du travail précise que les membres salariés des CPHSCT bénéficient des dispositions de l'article L. 236-11, c'est-à-dire de la protection accordée aux membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Le licenciement d'un membre salarié de la CPHSCT ne peut intervenir que sur autorisation de l'inspecteur du travail. Concernant la procédure, il y a lieu de faire référence aux dispositions des articles L. 436-1 à L. 436-3 du code du travail.

Missions de la CPHSCT

Les missions de la CPHSCT sont les suivantes :

- élaborer un programme annuel d'action ;
- rédiger un bilan annuel ;
- étudier les risques professionnels ;
- prévention des risques par actions concrètes (formation, information) ;
- améliorer les conditions de travail.

Modalités de suivi de l'accord

Un bilan des actions de la CPHSCT sera présenté chaque année aux membres de la commission paritaire interprofessionnelle artisanale des Deux-Sèvres.

Dépôt du règlement

Le protocole du présent dispositif sera déposé en 5 exemplaires auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi et de la formation professionnelle des Deux-Sèvres et en 1 exemplaire au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Fait à Niort, le 9 novembre 2006.

(Suivent les signatures.)